



## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

-----

**POUVOIR ADJUDICATEUR : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR/VILLE DE PARIS**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA PRÉFECTURE DE POLICE  
DIRECTION DES FINANCES, DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA PERFORMANCE**

**Bureau de la Commande Publique et de l'Achat**

-----

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**N° 25-BCPA-778**

**Prestations de maintenance préventive et corrective des défibrillateurs externes installés  
sur les sites de la Préfecture de police et fourniture de consommables.**

Date et heure limites de remise des offres : **14/01/2026 à 16h00**

-----

Accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande, passé suivant la procédure d'Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2162-2, R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et suivant du code de la commande publique.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
<b>ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
2.1 - Textes et documents de référence.....	3
2.2 - Langue et unité monétaire.....	3
2.3 - Durée de validité des offres.....	3
2.4 - Variantes.....	3
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	4
2.6 - Groupements d'opérateurs économiques.....	4
2.7 – Demande de renseignements et modification du dossier de consultation.....	4
<b>ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
3.1 – Allotissement.....	5
3.2 – Accord-cadre à tranches.....	5
3.3 - Marché à bons de commande.....	5
3.4 - Durée de l'accord-cadre.....	5
3.7 - Sous-traitance.....	6
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS D'OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>6</b>
4.1 - Modalités d'obtention du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).....	6
4.2 - Contenu du DCE.....	7
<b>ARTICLE 5 - REMISE DES PLIS PAR LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....</b>	<b>7</b>
5.1 - Constitution et modalités de présentation des plis.....	7
5.2 - Date limite de réception des plis.....	7
5.3 - Contenu de l'enveloppe.....	7
<b>ARTICLE 6 - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>9</b>
6.1 - Prérequis techniques.....	9
6.2 - Transmission électronique des candidatures et des offres.....	9
6.3 - Détection d'un programme informatique malveillant.....	10
6.4 - Copie de sauvegarde.....	10
6.5 - Analyse des plis électroniques et rematérialisation des pièces.....	11
<b>ARTICLE 7 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>11</b>
7.1 - Jugement des candidatures.....	11
7.2 - Jugement des offres.....	11
<b>ARTICLE 8 - PIÈCES À REMETTRE PAR LE(S) OPÉRATEUR(S) ÉCONOMIQUE(S) RETENU(S).....</b>	<b>14</b>
8.1 - Pièces exigées au titre du Code du travail.....	14
8.2 - Attestations fiscales et sociales.....	15
<b>ARTICLE 9 - COORDONNÉES DES SERVICES HABILITÉS À DONNER DES RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION.....</b>	<b>16</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les prestations de maintenance préventive et corrective des défibrillateurs externes installés sur les sites de la préfecture de police de Paris et la fourniture de consommables associés.

Lieux d'exécution des prestations : 75 ; 92 ; 93 ; 94

Code CPV :

- 50421000-2 – Service de réparation et d'entretien de matériel médical
- 33182100-0 – Défibrillateur.

Codes nomenclature préfecture de police : 36.050

Le contenu précis des prestations objet du marché public est explicité dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n°25-BCPA-778.

## ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

### 2.1 - Textes et documents de référence

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'Appel d'Offres Ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2162-2, R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

L'opérateur économique est tenu de présenter une offre dans le respect du présent règlement de consultation (RC).

Le présent dossier obéit au cahier des clauses particulières CCP n°25-BCPA-778 et ses annexes.

Le CCAG de référence applicable est le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021).

Le Code la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 et le CCAG-FCS applicable sont consultables sur les sites internet suivants :

<http://www.legifrance.gouv.fr> et sur [www.economie.gouv.fr/daj/commandepublique](http://www.economie.gouv.fr/daj/commandepublique).

L'accord cadre concerne les besoins des pouvoirs adjudicateurs Etat et Ville de Paris de la Préfecture de police. La coordination du groupement de commandes en résultant relève du pouvoir adjudicateur Etat.

### 2.2 - Langue et unité monétaire

La langue de la consultation est le français. Tous les documents et attestations à remettre par l'opérateur économique retenu sont établis en langue française.

L'unité monétaire est l'EURO (€)

### 2.3 - Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de six (06) mois à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.4 - Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

## 2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

## 2.6 - Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Toutefois, le groupement devra assurer sa transformation en groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire si l'accord-cadre lui est attribué afin d'en faciliter et sécuriser l'exécution. Le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

L'acte d'engagement (AE - formulaire ATTR11) indiquera le mandataire du groupement et le montant total de l'accord-cadre et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent à réaliser.

Un opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R 2142-21 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter pour le marché public, ou certains de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché public. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire, ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

## 2.7 – Demande de renseignements et modification du dossier de consultation

Les opérateurs économiques n'ont pas de modification à apporter au cahier des charges.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de poser une ou plusieurs questions, via la plateforme Place (<https://marches.publics.gouv.fr>), auprès du service mentionné à l'article 9 du présent règlement de consultation, au plus tard dix (10) jours avant la date prévue pour la remise des offres. Le pouvoir adjudicateur pourra y répondre six (6) jours avant cette dernière date.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci seront portées à la connaissance des opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis figurant en page de garde du présent document.

Si, ce délai ne permet pas aux opérateurs économiques de prendre connaissance des modifications et d'adapter leurs offres en conséquence, la date limite de remise des offres sera repoussée, pour l'ensemble des opérateurs économiques, à une date ultérieure appropriée.

Les opérateurs économiques sont informés que le pouvoir adjudicateur utilisera son profil d'acheteur (PLACE) pour communiquer par écrit avec eux : envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de compléments de candidatures, etc. conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du code susmentionné.

Les opérateurs économiques sont donc invités à s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message et vérifier, le cas échéant, que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam ».

## **ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE**

### 3.1 – Type de marché public

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique.

### 3.1 – Allotissement

L'accord cadre n'est pas alloti conformément à l'article R. 2113-3 du Code de la commande publique. En effet, les prestations constituent un ensemble cohérent dont la dissociation entraînerait une moindre efficacité dans l'exécution de la prestation et des difficultés de suivi pour l'administration.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

### 3.2 – Accord-cadre à tranches

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches.

### 3.3 - Marché à bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et mesure des besoins de l'administration par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et suivant du Code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 175 500 € HT. Le taux de TVA applicable est de 20%.

À titre indicatif et sans valeur contractuelle, l'estimation des besoins annuels a été établie à 135 000€ HT soit 540 000€ HT sur 4 ans.

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission préalable d'un bon de commande par la personne publique. Ces bons sont émis par l'administration au fur et à mesure des besoins sur la base des prix figurant à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement « annexe financière » et sur la base du/des prix catalogue(s) après application du taux de remise contractuel éventuellement consenti(s).

Les prestations attendues au titre de l'accord-cadre ainsi que les informations relatives aux modalités d'émission et d'exécution des bons de commande sont décrites aux CCP n°25-BCPA-778

### 3.4 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de sa notification au titulaire.

Il pourra être reconduit dans les mêmes termes, au maximum trois (3) fois pour la même durée, par tacite reconduction.

En cas de non reconduction, la décision du pouvoir adjudicateur interviendra au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution. La durée totale du marché est limitée à quatre (4) ans. Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

### 3.5.- Décomposition en tranches

Le marché public ne comprend pas de tranches.

### 3.6 – Mode de financement

Les prestations objet de la présente consultation seront financées par le budget de l'Etat et le budget spécial de la Préfecture de police.

Le règlement de ces prestations, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'ordonnateur. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

### 3.7 - Sous-traitance

Le titulaire pourra, dans les conditions prévues à l'article L. 2193-4 du Code de la commande publique et les précisions indiquées ci-dessous, sous-traiter l'exécution d'une partie du présent marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si la demande de sous-traitance intervient au moment de la remise de l'offre, le candidat fournit une annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation du sous-traitant, dûment complétée, datée et signée par le sous-traitant et lui-même, au moyen du formulaire "DC4" fourni dans le DCE ou disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le sous-traitant présenté au moment de la remise de l'offre n'est pas accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur, l'offre du candidat est rejetée.

S'il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre au soumissionnaire, son (ou ses) sous-traitant(s) déclaré(s) devront remettre les pièces visées à l'article 8 du présent règlement de la consultation. La notification de l'accord cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement conformément à l'article R. 2193-2 du Code de la commande publique.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord cadre.

## **ARTICLE 4 - MODALITÉS D'OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

### 4.1 - Modalités d'obtention du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

#### **Le DCE est dématérialisé.**

Toute personne intéressée dispose d'un accès libre, direct et complet au dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics, à l'adresse suivante: <https://marches-publics.gouv.fr> (consultation n° 25-BCPA-778).

Le DCE peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des offres figurant en page de garde du présent document.

L'identification n'est pas obligatoire pour procéder au téléchargement du DCE sur la plateforme : les opérateurs économiques peuvent soit remplir préalablement un formulaire en indiquant leurs coordonnées, soit télécharger anonymement le DCE.

Toutefois, les opérateurs économiques sont informés qu'en cas de téléchargement anonyme du DCE et/ou de mentions erronées dans le formulaire d'identification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs/compléments du dossier, etc.) et en assument l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

#### 4.2 - Contenu du DCE

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
  - annexe n°1 au RC « Commande estimative » ;
  - annexe n°2 au RC « Cadre de mémoire technique» ;
- le cahier des clauses particulières (CCP n°25-BCPA- 778) et ses annexes :
  - annexe n°1 CCP : «Répartition géographique»
  - annexe n° 2 "CHORUS PRO"
- l'acte d'engagement (AE - formulaire ATTRI1) et ses annexes :
  - annexe n°1 à l'AE : « Annexe financière» ;
- la lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1) ;
- la déclaration du candidat (formulaire DC2) ;
- la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

## **ARTICLE 5 - REMISE DES PLIS PAR LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

### 5.1 - Constitution et modalités de présentation des plis

L'opérateur économique transmet son dossier d'offre exclusivement via la plateforme PLACE sur le profil d'acheteur de la Préfecture de police, accessible à l'adresse internet suivante : <https://marches-publics.gouv.fr> (consultation n° 20-BCPA-778).

Le candidat est invité à prendre connaissance de l'ensemble des informations figurant à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

### 5.2 - Date limite de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard aux date et heure limites de réception des plis mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence, et rappelées en page de garde du présent document.

**Les plis électroniques parvenus hors délai sont effacés des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lus.**

### 5.3 - Contenu de l'enveloppe

Les plis sont présentés sous la forme d'un **dossier électronique unique** comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre détaillés ci-après.

### 5.3.1 - Pièces relatives à la candidature

Les opérateurs économiques fournissent les pièces relatives à la candidature en choisissant entre l'une des deux modalités de présentation des candidatures indiquées ci-dessous:

❖ **Modalité n°1 : fournir les documents de candidature attendus listés ci-après, par référence à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :**

À l'appui de sa candidature, l'opérateur économique doit obligatoirement produire les éléments suivants :

1) **Une lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants**, complétée par une personne habilitée (imprimé DC1 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), ou tout document libre sur papier à en-tête comportant notamment les informations suivantes :

a. Identification du pouvoir adjudicateur ;

b. Objet de la consultation ;

c. Objet de la candidature : le candidat indique notamment s'il se présente pour le marché public dans sa globalité

d. Coordonnées du candidat s'il se présente seul ou, en cas de candidature sous forme de groupement, coordonnées de l'ensemble des membres du groupement en précisant si ce dernier est conjoint ou solidaire et en identifiant son mandataire ;

e. Une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2341-1 et L. 2341-5 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2) En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2021-631 du 21 mai 2021, les candidats produisent leur **numéro unique d'identification SIREN ou SIRET délivré** par l'INSEE. L'acheteur effectuera un contrôle préalable des motifs d'exclusion au moyen des informations dont il disposera via le site : <http://annuaire-entreprise.data.gouv.fr/>.

En cas de production volontaire d'un extrait K-bis par le candidat, l'acheteur effectuera un contrôle identique via le site sus-indiqué.

3) Un document **relatif aux pouvoirs**, pour chaque membre du groupement le cas échéant. Cette personne doit être habilitée à engager la société. Si le signataire des pièces est habilité de droit à engager la société, il peut fournir : les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si le signataire agit en vertu d'une délégation de pouvoir, il devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.

4) **Une déclaration du candidat complétée** (imprimé DC2 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, ou contenu identique sur papier libre) et comportant les informations suivantes ou accompagné des documents suivants :

- Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services faisant l'objet de l'accord-cadre, livrées/ réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** de l'opérateur économique et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

- Une liste des **principaux services fournis** au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Si le candidat se présente en groupement, chacun de ses membres doit remettre une déclaration du candidat (imprimé DC2 ou équivalent tel que décrit ci-dessus) et ses annexes (éléments demandés par le pouvoir adjudicateur et permettant d'établir que le candidat est en mesure de fournir les prestations objet du marché). L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement par le pouvoir adjudicateur est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il remplit le cadre G du DC2 et produit les documents susvisés concernant cet (ou ces) opérateur(s) économique(s). En outre, pour justifier qu'il dispose de ces capacités pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique concerné.

❖ **Modalité n°2 : fournir un Document Unique de marché Européen (DUME) dans les conditions ci-après, par référence à l'article R2143-4 du code de la commande publique :**

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise les candidats qui le souhaitent à fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents demandés au titre de la modalité n°1.

Ce document doit être complété dans son intégralité car le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations objet du marché. La preuve de cette aptitude et de ces capacités requises doit être impérativement apportée.

En cas de candidat unique recourant aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il convient de fournir à la fois le DUME du candidat et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il convient de fournir un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V pour chacun des opérateurs économiques « participants ».

La remise d'un DUME sous format électronique est acceptée. Le DUME doit être intégralement rédigé en français.

### 5.3.2 - Pièces relatives à l'offre

Les pièces relatives à l'offre sont les suivantes :

1) **l'acte d'engagement** (AE - formulaire ATTR11) dûment complété et daté par le représentant de l'opérateur économique ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.

L'opérateur économique devra obligatoirement remplir l'acte d'engagement rédigé par la personne publique selon le modèle joint au dossier de consultation des entreprises.

2) **l'annexe n°1** à l'acte d'engagement « Annexe financière » dûment complétée ;

3) **le mémoire technique** établi par le candidat sur la base de l'annexe n°2 au règlement de la consultation « cadre de mémoire technique » Et comportant l'ensemble des informations attendues si le descriptif catalogue n'est pas suffisamment détaillé ;

4) **le(s) catalogue(s) public(s)** du candidat dont les articles font l'objet de la présente consultation sont à fournir au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent) ou consultables sur

internet (le candidat fournit les possibilités de consultation de sa base de données qui lui est propre et l'accès à cette base de données, en fournissant l'identifiant et le mot de passe à la personne publique);

5) un relevé d'identité bancaire (RIB);

6) le cas échéant, la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), dûment complétée, datée et signée, mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, les capacités professionnelles et financière du sous-traitant.

Tous les documents constituant, accompagnant, ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

## ARTICLE 6 - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis à remettre par les candidats comprennent l'ensemble des documents demandés aux articles 5.3.1 et 5.3.2 du présent règlement de la consultation. Les plis sont transmis par les candidats suivants les modes définis ci-dessous, permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception et d'en garantir la confidentialité.

### 6.1 - Prérequis techniques

L'utilisation de la plateforme nécessite de disposer d'un environnement informatique compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux, etc. Ainsi, des prérequis techniques relatifs notamment à la connectique générale et la configuration réseau, à la configuration et au dimensionnement du poste de travail, aux systèmes d'exploitation et aux navigateurs supportés, au format des certificats numériques, à la version de l'environnement Java sont à respecter. Ils sont détaillés en pied de page de chaque écran.

### 6.2 - Transmission électronique des candidatures et des offres

**Les opérateurs économiques ont l'obligation de déposer leur candidature et leur offre en ligne par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://marches.publics.gouv.fr>.**

La transmission d'une réponse par voie électronique nécessite de s'être préalablement identifié et d'avoir accepté les conditions générales d'utilisation de la plateforme susmentionnée.

Les réponses remises par voie électronique doivent contenir la totalité des pièces mentionnées dans le présent règlement de la consultation. L'acte d'engagement est déposé dans un espace de réponse dédié. La présentation des autres pièces de candidature et d'offre doit impérativement se faire dans un dossier au format « .zip ». À défaut, les documents ne pourront être lus.

Le pouvoir adjudicateur recommande aux opérateurs économiques de recourir aux extensions suivantes pour les fichiers qui composent chaque dossier : .doc,.docx,. rtf,. odt, .ppt, .htm, .xls, .xlsx, .pdf, .jpeg, .gif, .dmg, .dgn. Les opérateurs économiques recourant à un format autre devront mettre à la disposition de la personne publique les moyens de lire les documents en question. L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait que les documents transmis au format .exe ne seront pas acceptés dans le cadre de la présente consultation.

**Le dépôt des plis transmis par voie électronique doit être effectué dans le respect des date et heure limites de remise des plis fixée en page de garde du présent document, sous peine d'être considérés comme hors délai.** L'attention des entreprises est donc attirée sur la durée

d'acheminement des plis électroniques, en particulier si ceux-ci sont volumineux : c'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui fait foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. À titre d'information, pour une bande passante effective de 128 kbps, une minute environ est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo. De plus, un fichier chiffré fait environ 1,5 fois sa taille d'origine. Les entreprises sont donc invitées à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

Il est également recommandé de limiter la taille de chaque enveloppe de réponse (dossier « .zip ») afin de limiter les risques d'échec de transmission du fait du dimensionnement du poste de travail de l'utilisateur (espace mémoire insuffisant) ou de son environnement réseau (risque de déconnexion). Le temps d'appropriation de la plateforme ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

Si la réponse à la consultation est présentée par un groupement d'opérateurs économiques (article R. 2142-19 et suivants du Code de la commande publique), il incombe au mandataire du groupement d'assurer la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

### 6.3 - Détection d'un programme informatique malveillant

Dans le cadre de la présente consultation et lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet, de sa part, d'une tentative de réparation. Il en ira de même des copies de sauvegarde transmises par le candidat, le cas échéant, sur support physique électronique.

Toutefois, pour un document électronique relatif à une candidature, le pouvoir adjudicateur pourra décider de faire application des articles R. 2144-1 et suivants du Code de la commande publique et demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document, qui devra être transmis au pouvoir adjudicateur selon des modalités identiques à celles initialement retenues par le candidat.

En revanche, s'il s'avère qu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans l'ensemble des documents de candidature qui lui sont transmis, il ne sera pas fait application de l'article R. 2144-1 du Code de la commande publique susmentionné et la candidature concernée sera rejetée, sous réserve des développements ci-dessous relatifs à la copie de sauvegarde.

### 6.4 - Copie de sauvegarde

L'opérateur économique qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier doit faire parvenir cette copie dans le respect des date et heure limites de remise des plis indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant outre l'intitulé de la consultation, la mention lisible de « COPIE DE SAUVEGARDE » et « NE PAS OUVRIR » sur l'enveloppe extérieure et transmis par courrier ou par porteur :

- soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, à l'adresse suivante :

## **PRÉFECTURE DE POLICE**

Direction des Finances, de la Commande Publique et de la Performance  
Bureau de la Commande Publique et de l'Achat  
1 bis rue de Lutèce  
75195 Paris cedex 04

- soit par remise de pli contre récépissé au bureau 013, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 16h, à l'adresse suivante :

### **PRÉFECTURE DE POLICE**

Direction des Finances, de la Commande Publique et de la Performance  
Bureau de la Commande Publique et de l'Achat (bureau 013)  
3-3bis Villa Thoréton  
75015 Paris

#### 6.5 - Analyse des plis électroniques et rematérialisation des pièces

Les opérateurs économiques devront, si le pouvoir adjudicateur leur en fait la demande, compléter leur dossier par voie électronique.

L'attribution du marché public conduira à l'édition papier de l'ensemble des pièces contractuelles, en préalable de la signature manuscrite de l'acte d'engagement, de la lettre de candidature par l'attributaire et tout autre document pour lequel une signature serait exigée, à l'exclusion de toute autre modalité et sans qu'ils puissent s'y opposer.

## **ARTICLE 7 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### 7.1 - Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des pièces ou informations demandées à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation a été fourni par les candidats.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions de l'alinéa précédent sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent règlement de la consultation.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution de l'accord-cadre. Au regard des éléments produits au titre de la candidature, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les opérateurs économiques qui ne peuvent soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, qui ne produisent pas les pièces exigées en application de l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières pour exécuter les prestations concernées.

## 7.2 - Jugement des offres

### 7.2.1 - Préalable

Avant de procéder au jugement des offres, le pouvoir adjudicateur vérifie que les offres remises avant les date et heure limites de réception des plis ne sont pas irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L. 2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique.

Les offres jugées irrégulières peuvent être régularisées à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier leurs caractéristiques substantielles et dans les conditions de régularité suivantes :

#### **Conditions de régularité :**

Sous peine d'irrégularité de son offre :

- Le soumissionnaire doit intégralement renseigner l'annexe n°1 à l'acte d'engagement "Annexe financière". Cependant, si une ou plusieurs lignes de l'annexe n'ont été renseignées dans aucune des offres déposées dans le cadre de la présente consultation, les lignes considérées seront retirées sans que les offres soient déclarées irrégulières.
- Le soumissionnaire doit remettre son mémoire technique établi sur la base de l'annexe n°2 au présent règlement de la consultation, permettant notamment d'analyser son offre au regard des critères n°2 « Valeur technique » et n°3 « Performance en matière de protection de l'environnement » ; Le soumissionnaire doit indiquer 0 % s'il ne souhaite pas proposer de taux de remise sur ses tarifs publics. Pour la maintenance de niveau 2, le délai d'intervention sur site ne peut excéder cent vingt (120) heures à compter de la réception du signalement de la panne transmis par l'administration. Pour la maintenance de niveau 2, le délai de remise en service du défibrillateur ne peut excéder une durée de dix (10 heures) à compter du déclenchement de l'intervention sur site. Pour la maintenance de niveau 1, le délai de prise en charge de la maintenance de niveau 1, sachant que ce délai ne peut excéder deux (2) heures à compter de la réception du signalement de la panne transmis par l'administration.
- Le soumissionnaire doit fournir le ou les catalogues de prix sous format numérique ou sous format Excel ou CSV

Par ailleurs, l'offre qui paraît anormalement basse est rejetée si le soumissionnaire n'apporte pas des explications ou justifications satisfaisantes sur le bas niveau des prix proposés.

Toute offre sera déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués à l'exécution du marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Toute offre sera déclarée inappropriée si elle apporte une réponse sans rapport avec le besoin de l'Administration.

### 7.2.2 - Jugement – attribution du marché public

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché public au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- **Critère n° 1 : Prix, pondération à 60%**

Ce critère est apprécié sur la base des prix renseignés à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement « Annexe financière ».

L'administration procède à une analyse comparée des offres conformes en se fondant sur l'estimation indicative des besoins figurant à l'annexe n°1 au présent règlement de la consultation.

La règle de calcul suivante est appliquée :

Le meilleur prix (P), se voit attribuer la note la plus élevée, soit 10 points.

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

$$P = 10 \times \frac{\text{Montant de la commande type du candidat le moins disant}}{\text{Montant de la commande type du candidat analysé}}$$

La note **NP** obtenue sur 10 points est pondérée à 60 %.

- **Critère n° 2 : Délais d'intervention, pondération 15%**

Ce critère est apprécié sur la base des éléments fournis par le candidat, dans le cadre de son mémoire technique établi sur la base de l'annexe n°2 au règlement de la consultation.

Le critère est évalué au regard des trois (3) éléments suivants :

1<sup>er</sup> élément : Maintenance de niveau 2 : délai d'intervention sur site à compter de la réception du signalement de la panne transmis par l'administration, (noté sur 10 points – Pondération 6%) ;

2<sup>ème</sup> élément : Maintenance de niveau 2 : délai de remise en service du défibrillateur à compter du déclenchement de l'intervention sur site (noté sur 10 points – Pondération 6%) ;

3<sup>ème</sup> élément : Maintenance de niveau 1 : délai de prise en charge de la maintenance de niveau 1, à compter de la réception du signalement de la panne transmis par l'administration, noté sur 10 points, Pondération 3%).

Chacun des 3 éléments est noté comme suit :

10	Très satisfaisant
6	Moyennement satisfaisant
2	Peu satisfaisant

La note **ND** obtenue est l'addition des 3 éléments.

- **Critère n° 3 : Valeur technique, pondération 15%**

**Sous-critère 1 : Compétence et expérience de l'équipe dédiée - Pondération 10 %**

Le sous-critère est évalué au regard des deux (2) éléments suivants :

1<sup>er</sup> élément : Nombre de techniciens affectés à la réalisation de la prestation (noté sur 10 points – Pondération 5 %) ;

2<sup>ème</sup> élément : Nombre d'années d'expérience de l'effectif en lien avec la réalisation de la prestation, noté sur 10 points – Pondération 5%).

Chacun des 2 éléments est noté comme suit :

10	Très satisfaisant
6	Moyennement satisfaisant
2	Peu satisfaisant

La note **NSC1** est la somme des deux éléments.

**Sous-critère 2 : Veille réglementaire et mise en conformité des défibrillateurs - pondération 5 %**

Le sous-critère est noté comme suit :

10	Très satisfaisant
6	Moyennement satisfaisant
2	Peu satisfaisant

La note **NSC2** est pondérée à 5 %

La note **NVT** obtenue est la somme des deux sous critères.

- **Critère n° 4 : Performance en matière de protection de l'environnement, pondération 10%**

Ce critère est apprécié sur la base des éléments fournis par le candidat dans le cadre de son mémoire technique établi sur la base de l'annexe n°2 au règlement de la consultation.

Le critère est évalué au regard des trois (3) sous critères suivants :

**Sous-critère 1 :** Taux de recyclage des batteries et autres accessoires (noté sur 10 points - pondération 5%);

**Sous-critère 2 :** Type de motorisation (noté sur 10 points – pondération 3%);

**Sous-critère 3 :** Date de première immatriculation des véhicules (noté sur 10 points – pondération 2%);

Chaque sous-critère est noté comme suit :

10	Très satisfaisant
6	Moyennement satisfaisant
2	Peu satisfaisant

La note **NPE** obtenue est la somme des trois sous critères.

La note globale **N** du candidat, sur 10 points, est obtenue grâce à la formule suivante :

$N = 6 NP + 1,5 ND + 1,5 NVT + 1 NPE$
---------------------------------------

Dans le cadre de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de demander aux opérateurs économiques de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne pourra avoir pour effet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

En cas d'égalité entre deux candidats arrivant en tête dans le classement final, le candidat qui sera classé premier sera celui le mieux noté sur le critère d'analyse le plus fortement pondéré c'est-à-dire le critère n°1 : prix.

## **ARTICLE 8 - PIÈCES À REMETTRE PAR LE(S) OPÉRATEUR(S) ÉCONOMIQUE(S) RETENU(S)**

Les pièces énumérées au présent article qui n'auront pas été fournies par l'opérateur économique au stade des candidatures lui seront demandées s'il est envisagé de lui attribuer l'accord-cadre. Il devra les produire dans un délai imparti par l'Administration.

**En application des articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du code de la commande publique, si le candidat retenu à titre provisoire ne produit pas les certificats et attestations dans le délai fixé, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres.**

Les pièces à remettre par le(s) candidat(s) retenu(s) au titre du présent article sont listées ci-après.

### 8.1 - Pièces exigées au titre du Code du travail

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six mois (article D. 8222-5-1°-a du Code du travail) ;

- Une attestation sur l'honneur, signée et datée par une personne ayant pouvoir d'engager le candidat retenu (nom et la qualité du signataire), de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D. 8222-5-1°-b du Code du travail) ;

- L'une des pièces suivantes dans le cas où une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée :

- un numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle comportant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription).

Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D. 8222 -5-1°-b du code du travail).

Si le candidat retenu est un groupement d'opérateurs économiques, il convient de remettre les pièces susmentionnées pour chaque membre du groupement.

### 8.2 - Attestations fiscales et sociales

**Les candidats retenus établis en France** doivent fournir les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

La liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance des attestations ou certificats figurent dans l'arrêté du 22 mars 2019 applicable dans le cadre de l'article R. 2143-7 du Code de la commande publique.

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créés après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés les éléments demandés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises.

**Les candidats retenus établis ou domiciliés dans un État autre que la France**, produisent un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine prouvant qu'ils ont satisfait à leurs obligations fiscales et sociales.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Tous les documents et attestations à remettre par le candidat retenu sont établis en langue française. À défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Ces certificats et attestations sont ensuite à fournir par le titulaire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

**Si le candidat retenu est un groupement**, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

## ARTICLE 9 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

À l'occasion de la présente procédure d'attribution, le pouvoir adjudicateur est susceptible de collecter les données à caractère personnel suivantes : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des opérateurs économiques (adresse, numéro de téléphone, adresse électronique).

Ces données seront uniquement utilisées par les acheteurs et leurs interlocuteurs techniques, pour les besoins de la présente procédure.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 adaptée au « paquet européen de protection des données » (incluant le RGPD) par la loi relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018, les personnes physiques concernées par le traitement de leurs données personnelles dans le cadre de la présente procédure peuvent à tout moment :

1. exercer leur droit d'accès, de rectification des données les concernant, ainsi que leur droit à l'effacement des données (droit à l'oubli), à la limitation du traitement, leur droit d'opposition au traitement et leur droit à la portabilité des données, tels que définis dans le RGPD ;
2. le cas échéant, retirer leur consentement. Dans ce cadre, les personnes concernées reconnaissent que l'exercice de ce droit ne portera pas atteinte à la licéité du traitement effectué avant la date effective du retrait ;
3. introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si elles considèrent que le traitement de données à caractère personnel les concernant constitue une violation des dispositions du RGPD.

Les droits susvisés pourront être mis en œuvre par l'envoi d'un mail à l'adresse : [donnees-personnellesprefecturedepolice@interieur.gouv.fr](mailto:donnees-personnellesprefecturedepolice@interieur.gouv.fr) en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur ;

OU

L'envoi d'un courrier à l'adresse suivante, en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur :

PRÉFECTURE DE POLICE  
Direction de l'innovation, de la logistique et des technologies (DILT)  
Sous-direction des technologies (SDT)  
1 bis, rue de Lutèce  
75195 Paris cedex 04

Les candidats s'engagent à informer les personnes n'ayant pas accès au présent document et dont les données personnelles seraient communiquées des dispositions ci-dessus et à obtenir les autorisations nécessaires à garantir le respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

## ARTICLE 10 - PROCÉDURES DE RECOURS

### 10.1 Instance chargée des procédures de recours

**Tribunal administratif de Paris** 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

### 10.2 Organe chargé des procédures de médiation

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris :

5, rue Leblanc - 75911 Paris cedex 15,

Téléphone : 01 82 52 42 95,

Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

### 10.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

**Tribunal administratif de Paris** 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46

## **ARTICLE 11 - COORDONNÉES DES SERVICES HABILITÉS À DONNER DES RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION**

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et technique seront adressées exclusivement au service mentionné ci-après :

### **PRÉFECTURE DE POLICE**

Direction des Finances, de la Commande Publique et de la Performance  
Bureau de la Commande Publique et de l'Achat

- De préférence via la plateforme de dématérialisation :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

**(Consultation n° 25-BCPA-778)**

- A l'adresse de messagerie électronique suivante :  
[pp-dfcpp-marchespublics@interieur.gouv.fr](mailto:pp-dfcpp-marchespublics@interieur.gouv.fr)